

## Compte rendu

---

Ouvrage recensé :

Fernand DUMONT, Jean HAMELIN et Jean-Paul MONTMINY (sous la direction de), *Idéologies au Canada français, 1930-1939*

par H. Blair Neatby

*Recherches sociographiques*, vol. 20, n° 1, 1979, p. 131-132.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/055829ar>

DOI: 10.7202/055829ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

---

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

---

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : [info@erudit.org](mailto:info@erudit.org)

collective dans la production sociale des groupes et des classes. Ces traits peuvent être généralisés à d'autres groupes ou à d'autres classes, selon le cas. Les représentations globales de la société ont une origine; elles portent les marques des groupes car elles traduisent la capacité de se définir et la force de les imposer aux autres. De la sorte, il n'est guère possible de dissocier le discours idéologique des enjeux du pouvoir et, plus particulièrement, du pouvoir politique. Le discours qui prend prétexte du Nord en est un. Il est le discours d'une classe avant de l'être d'un peuple.

Ce problème n'est pas nouveau. Il touche de près quelques sociétés du XIX<sup>e</sup> siècle et même de larges régions occidentales du XX<sup>e</sup>. Fortement enracinées dans une tradition judéo-chrétienne, ces sociétés affirment leurs espoirs et leur identité en des termes empruntés aux grands thèmes bibliques de la libération et de la conquête d'une Terre promise. Souvent, un messie nourrit les discours des masses paysannes qui vivent dans l'attente d'un âge paradisiaque. Mais rien de cela ne se trouve dans le discours idéologique des élites cléricales canadiennes-françaises. Le langage exprime les attentes d'une classe coincée entre le pouvoir ou la défaite absolue. En choisissant le pouvoir, elle ajuste le schéma biblique à ses raisons politiques. Le messie est de trop. Et si inconsciemment elle s'en cherche un, elle le décrira en termes politiques plutôt qu'en termes religieux.

Les remarques précédentes ne servent, en fin de compte, qu'à mettre en doute le cadre de lecture que nous sert Morissonneau. Elles ne mettent pas en question les faits ou les données. À notre avis, un vocabulaire biblique ne garantit pas une lecture mythique ou utopique de la réalité socio-politique du Canada français. Il faut savoir à quoi il sert et par qui il est utilisé. Vers les années 20 de ce siècle, Gramsci se demandait déjà comment expliquer l'emprise du discours mi-messianique mi-politique du clergé sarde sur le peuple paysan et analphabète de la Sardaigne. Il concluait, entre autres choses, que ce discours cléricel servait à protéger les masses de petits agriculteurs de l'attraction exercée par le nord industriel italien et à les garder dans les limites étroites d'un espace politique défini par le monde des fonctionnaires ecclésiastiques et civils. Cette abstraction qu'est le peuple pouvait-elle penser autrement? « Le peuple » peut-il se donner un discours différent de ses élites et des classes dominantes d'une époque? S'il est vrai qu'il n'est pas toujours capable d'affirmer globalement sa propre vision de la société, il est au moins capable d'oubli. En cela, les pages finales de Morissonneau sont éloquentes, malgré les vagues références à un programme de télévision ou à une trop brève évocation des paroles de chansonniers.

Henrique URBANO

*Département de sociologie,  
Université Laval.*

Fernand DUMONT, Jean HAMELIN et Jean-Paul MONTMINY (sous la direction de), *Idéologies au Canada français, 1930-1939*, Québec, Les presses de l'Université Laval, 1978, 361p. (« Histoire et sociologie de la culture », 11.)

Ce livre contient des articles sur l'idéologie de certains journaux, groupes et individus du Québec pendant les années trente. Les auteurs se sont donné une tâche difficile parce que, pour analyser la façon dont un journal ou un individu perçoit la réalité, il faut en même temps analyser le contexte social dans lequel il agit. C'est beaucoup à faire dans un texte d'une vingtaine de pages. Il s'ensuit nécessairement que ces articles, qui mettent en relief certaines idéologies des années trente, ne dessinent pas avec suffisamment de précision les réalités sociales, économiques et politiques qui les accompagnaient. Compte tenu des contraintes imposées par l'espace, ces articles témoignent d'une recherche rigoureuse qui respecte les plus hautes exigences.

Il se peut que ce type d'ouvrage convienne mieux à l'étude de l'idéologie des individus. Par exemple, Jacques Rouillard analyse l'évolution des idées d'Alfred Charpentier et Peter Southam nous présente Édouard Montpetit, tous deux avec beaucoup d'acuité, et ils réussissent une

cohérence qui est plus difficile à forger dans les articles portant sur les Jeunes-Canada, les indépendantistes de *La Nation*, ou sur les journaux, même les journaux engagés comme *Le Jour*, *L'Ordre*, *Clarté* et *Le Fasciste canadien*.

Ce livre est le troisième d'une série portant sur les idéologies au Canada français. Dans chacun de ces ouvrages Fernand Dumont nous propose une interprétation qui veut donner un sens à l'ensemble du contenu. Pour la période 1850-1900, il voit les idéologies comme la justification d'une *folk-society*; du début du vingtième siècle à la crise de 1929, il suggère que les Canadiens français se sont cramponnés à l'idéologie traditionnelle parce qu'ils trouvaient inassimilables les réalités de l'urbanisation et de l'industrialisation. Donnant suite à ce *pattern*, Dumont voit, dans les idéologies des années trente, la mise en question des attitudes anciennes, une transformation qu'il appelle « la première révolution tranquille ».

Dumont a peut-être cédé à la tentation d'attribuer à la société québécoise des années trente une cohérence de pensée qu'elle n'avait pas. Certains articles cadrent mal avec l'interprétation que l'éditeur impose au volume. Par exemple, il est difficile de voir une révolution idéologique dans les études portant sur *Le Devoir* et *L'Action catholique*. On doit noter aussi que les journaux analysés sont ceux qui affichent consciemment leur idéologie. Si on avait choisi des journaux populaires, tels que *La Presse* et *Le Soleil*, il aurait fallu mettre en ligne de compte des idéologies moins bien formulées mais néanmoins bien vivantes au Canada français, telles que le libéralisme et le matérialisme qu'on associe traditionnellement à la mentalité anglophone nord-américaine.

Ce livre n'a pas été conçu pour permettre une synthèse de la question. Mais, en tant que recueil d'articles, ce sera un livre de référence important pour tous ceux qui veulent approfondir leurs connaissances sur les idéologies au Canada français.

H. Blair NEATBY

Département d'histoire,  
Université Carleton.

James LAXER et Robert LAXER, *Le Canada des libéraux. Pierre-Elliott Trudeau et la survivance de la Confédération*, Montréal, Québec/Amérique, 1978, 279p.

Comme toute idéologie dominante, le libéralisme est de plus en plus contesté dans les sociétés contemporaines, soit par les socialistes qui en refusent les prémisses philosophiques et les orientations économiques, soit par les néo-libéraux qui en contestent les déviations étatiques et préconisent un retour aux sources mêmes de la pensée libérale, soit par les nationalistes qui ne peuvent en accepter les principes individualistes et l'absence de perspectives collectives. Le volume de James et Robert Laxer sur *Le Canada des libéraux* s'inscrit dans cette tradition de remise en question du libéralisme, surtout sur le plan économique, en prenant comme exemple le gouvernement libéral du premier ministre Trudeau, qui dirige le pays depuis dix ans et qui se situe dans la continuité de ses prédécesseurs depuis Laurier.

Dans une première partie, les deux auteurs s'attachent à décrire le visage économique du libéralisme canadien dominé par un seul pôle d'attraction, les États-Unis. Ce continentalisme en matière économique s'est fondé sur trois politiques fondamentales : la libéralisation des échanges entre le Canada et les États-Unis, l'encouragement à l'investissement américain dans l'industrie primaire et l'encouragement aux sociétés manufacturières américaines à multiplier leurs installations de production au Canada (p. 26). Une telle politique économique a conduit le Canada, non pas à une interdépendance entre les deux partenaires, mais à une dépendance de plus en plus accentuée de l'un par rapport à l'autre. L'économie de succursales qui en est résulté a permis au Canada de progresser sans se développer véritablement et a façonné un régime caractéristique des pays colonisés où les exportations de matières premières servent à payer les importations de